

FEMMES, LEADERSHIP ET DÉVELOPPEMENT

DE L'ODD 5 À HABITAT III



Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres

women.uclg.org

Cités et Gouvernements Locaux Unis
Commission permanente pour l'égalité des genres

En partenariat avec la ville de Paris,
la Commission Huairou, C40 et les Sections de CGLU

FEMMES, LEADERSHIP ET DÉVELOPPEMENT

Le 6 décembre, la Maire de Paris et Présidente de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres, Anne Hidalgo, a accueilli l'événement « **Les femmes élues pour le développement** » à la mairie de Paris, dans le cadre du Conseil Mondial de CGLU et de la COP 21.



Les participants à « Les femmes élues pour le développement » de la Ville de Paris

Cette session représentait une opportunité unique pour les femmes élues locales, les professionnels des gouvernements locaux et les associations de gouvernements locaux de **débattre sur le rôle que l'égalité des genres à l'échelle locale jouera dans la réalisation des principaux agendas internationaux de développement durable au cours des années à venir.**

L'importance de l'égalité des genres et de la gouvernance locale pour le développement est de plus en plus reconnue par la communauté internationale depuis quelques années. En s'appuyant sur le succès de l'Objectif du millénaire pour le développement 3 sur

l'égalité des genres, l'**Agenda 2030** inclut un objectif spécifique sur le genre (ODD 5) et intègre également la perspective du genre dans nombre des 17 objectifs. En octobre 2016, **Habitat III** devra développer l'engagement pris à Istanbul en 1996 pour des villes sensibles à la question du genre et se pencher sur la mise en œuvre efficace de cette question dans un monde en pleine urbanisation.

Enfin, tous les agendas doivent jouer un rôle afin de contribuer à l'objectif des 2 degrés à ne pas dépasser, tel que stipulé dans l'accord de Paris sur le **changement climatique**, et afin de donner aux femmes les capacités de réduire les effets de cette menace urgente et de s'y adapter.

L'ÉGALITÉ DES GENRES : UNE PRIORITÉ STRATÉGIQUE POUR CGLU

Les gouvernements locaux et régionaux travaillent depuis longtemps pour l'égalité des genres au niveau international, en portant une attention particulière à la représentation des femmes élues locales et à la promotion de la participation de toutes les femmes à la prise de décisions locales. Actuellement, **moins de 5% des maires dans le monde sont des femmes** et à peine 25% des conseillers municipaux sont des femmes.

1998

En 1998, l'Union internationale des villes et des autorités locales (IULA) a adopté la **Déclaration mondiale sur les femmes dans le gouvernement local**. Il s'agit du document de base exposant les principes et les engagements internationaux à l'égard de l'action des gouvernements locaux et régionaux, dans le domaine des droits des femmes.

2004

A partir de 2004-2005, **CGLU a mis en œuvre un programme pour créer des réseaux de femmes élues au sein de ses Sections régionales**. Ce travail a permis d'établir et de renouveler les réseaux de femmes en Afrique et en Amérique Latine

2006

En 2006, Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) a élaboré **la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale**. La Charte encourage les gouvernements locaux et régionaux à s'engager formellement pour l'égalité et à mettre en œuvre des pratiques concrètes dans les domaines de la participation politique, de l'emploi, des services publics et de la planification urbaine pour promouvoir l'égalité des sexes. Jusqu'à présent, plus de 1400 gouvernements locaux et régionaux de 29 pays ont signé la Charte.

2013

En 2013, la Conférence internationale des femmes élues locales a **adopté l'Agenda mondial de Paris des gouvernements locaux et régionaux pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale**. L'Agenda s'inspire de la Déclaration mondiale sur les femmes dans le gouvernement local et des valeurs et des principes de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. L'Agenda se veut un outil stratégique pour accroître l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la prise de décision.



« Nous ne pouvons pas exclure la moitié de l'humanité de la prise de décisions politiques. Nous savons que l'égalité peut apporter une réelle valeur ajoutée à notre politique de développement et nous sommes déterminées à faire évoluer les mentalités pour y parvenir. »

ANNE HIDALGO

Maire de Paris et Co-présidente de CGLU, Présidente de la Commission permanente de CGLU sur l'égalité des genres

COMMISSION PERMANENTE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE CGLU

Les agences nationales et les Nations Unies reconnaissent CGLU comme le porte-parole international des femmes élues au niveau local.

La Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres assure et encourage à travers le monde la participation des femmes au niveau local.

La Commission est fermement convaincue que **la participation des femmes à la prise de décision au niveau local est le fondement du développement mondial.**

La Commission permanente travaille avec des élues et des organisations locales afin de renforcer leurs capacités et d'accroître la représentation des femmes élues au niveau local.

Les recherches sur les panchâyats (conseils locaux) en Inde ont montré que le nombre de projets liés à l'eau potable était 62% plus élevé dans les régions dont les conseils étaient dirigés par des femmes que dans les régions dirigées par des hommes. En Norvège, un lien de causalité direct entre la présence de femmes dans les conseils municipaux et l'accès à tous aux garderies d'enfants a été établi.

CGLU : UN RÉSEAU DE RÉSEAUX DE FEMMES ÉLUES LOCALES



« CGLU est prête à montrer l'exemple pour l'autonomisation des femmes en garantissant la représentation des femmes aux plus hauts niveaux de l'Organisation. L'égalité des genres est depuis longtemps une priorité de l'Organisation mondiale et méritera de recevoir encore davantage d'attention dans les années à venir. »

JOSEP ROIG

Secrétaire Général de CGLU



Les réseaux de femmes élues locales jouent un rôle essentiel dans le renforcement de la voix des femmes élues locales dans le monde entier.

Cette session sur les femmes élues pour le développement a permis de mettre en avant la force croissante de ces réseaux de femmes élues qui font partie de CGLU, ainsi que le travail continu de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres et celui des Sections régionales de CGLU sur les questions liées au genre.

REFELA est l'un de ces réseaux : il s'agit du Réseau des femmes élues locales d'Afrique, créé en 2011, et qui fait partie intégrante de CGLU par le biais de la Section CGLU-Afrique.



La Maire de Tévragh Zeina et Présidente sortante de REFELA, **Fatimetou Abdel Malick**, a expliqué les origines et les progrès du réseau, et a félicité sa nouvelle Présidente, la Maire de Bagangté, Célestine Ketcha Courtès.

L'Asie-Pacifique (ASPAC) et l'Amérique Latine ont toutes deux présenté d'importants progrès lors de la session. En ce qui concerne ASPAC, un causus de femmes élues a été établi sous l'égide de la Maire de Banda Aceh, **Illiza Sa'aduddin Djamal**. Les membres latino-américains franchissent également des étapes importantes dans l'organisation de leur voix au sein de l'Organisation mondiale et dans le renforcement de la présence de femmes



élues. La Maire de Santiago, **Carolina Tohá**, accueillera dans sa ville une réunion afin de donner un pas décisif vers la consolidation de cette représentation.

POLITIQUES ET SERVICES LOCAUX POUR L'ÉGALITÉ : LE SOUTIEN LOCAL À L'ODD 5

ODD5 : « PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES »

L'Objectif 5 de développement durable de l'Agenda d'ici à 2030 se propose de mettre fin à la violence et à la discrimination contre les femmes et les filles, et à faire en sorte qu'elles aient des chances égales dans tous les domaines de la vie.

Concrètement, l'ODD5 demande l'élaboration de politiques pour les femmes, et la participation des femmes à la vie politique, économique et publique. En d'autres termes, l'objectif considère que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes constituent à la fois un objectif et un outil de développement durable.

L'ODD5 concerne un grand nombre de responsabilités directes des gouvernements locaux. Il offre aux administrations locales et régionales l'opportunité de construire sur leurs engagements internationaux existants et de démontrer leur rôle essentiel pour la réalisation de l'égalité des genres au niveau mondial.



DES MAIRES
DU MONDE SONT
DES FEMMES



DES MEMBRES DES
CONSEILS LOCAUX
DANS LE MONDE
SONT DES FEMMES

« La lutte pour l'égalité entre les sexes est longue. »

MÓNICA FEIN

Maire de Rosario





« Nous devons placer la vie quotidienne, le travail domestique et les soins au centre des politiques publiques. »

Nombre de participants à Paris ont fortement mis l'accent sur le besoin d'assurer la participation et la représentation des femmes à des postes élus, des responsabilités publiques, et dans le secteur privé (Objectif 5.5 de l'Agenda 2030). Au nom de la Commission permanente pour l'égalité du CCRE, la conseillère de Munich, **Lydia Dietrich**, a fait remarquer que seulement 15% des maires en Europe sont des femmes. Elle a présenté les progrès de la **Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, lancée par la Section européenne de CGLU, le CCRE, en 2006**, et a fait remarquer que **le CCRE avait désormais sa première femme Présidente, Annemarie Jorritsma-Lebbink**, élue en 2013. La récente élection d'Ada Colau, première femme maire de Barcelone, apporte également un bon exemple du progrès réalisé par les femmes dans les institutions publiques locales.

Toutefois, une gouvernance locale sensible au genre sera essentielle pour réaliser la totalité de l'Agenda 2030, et non seulement pour atteindre l'ODD 5. Il faudra ainsi renforcer l'approche du genre dans les 17 Objectifs, ainsi que l'autonomisation des femmes à tous les niveaux de mise en œuvre de l'Agenda, et les données réparties par genre pour s'assurer que les objectifs ne laissent pas les femmes et les filles pour compte.

S'appuyant sur l'idée d'une gouvernance locale sensible au genre, l'adjointe à la Maire de Barcelone en charge de l'écologie, de l'urbanisme et de la mobilité, **Janet Sanz**, a appelé à **« la féminisation de la politique »**. Elle a affirmé que « nous devons placer la vie quotidienne, le travail domestique et les soins au centre des politiques publiques. » Janet Sanz a plaidé pour que la question du genre



« La seule façon de lutter contre le changement climatique est de changer nos modes de vie et la façon dont nous exerçons le pouvoir. »



devienne une question transversale dans toutes les politiques, y compris dans la définition des espaces et des services publics pour tous les citoyens, notamment les femmes, en gardant à l'esprit les problèmes de féminisation de la pauvreté et en donnant priorité à la crise des violences faites aux femmes.

La Maire de Santiago de Chile, **Carolina Tohá**, a souligné le lien qui existe entre **égalité des genres, terrorisme et changement climatique**, affirmant que « la seule façon de lutter contre le changement climatique est de changer nos modes de vie et la façon dont nous exerçons le pouvoir. »

La Maire de Diyarbakir, **Gültan Kisanak**, s'est centrée sur **la relation entre genre, paix et développement durable**, soulignant que les femmes se trouvent souvent en risque de dénuement économique et d'abus sexuels dans les situations de conflits violents. Elle a appelé



« Les femmes se trouvent souvent en risque de dénuement économique et d'abus sexuels dans les situations de conflits violents. »

à l'accueil et à l'inclusion des femmes réfugiées qui fuient cette violence et à des politiques qui mettront un terme au trafic et à l'esclavage des femmes dans le monde.

Une meilleure collaboration entre les institutions démocratiques locales et la société civile est essentielle à l'autonomisation des femmes. La coordinatrice de l'organisation de la société civile GROOTS Kenya, **Esther Mwaura-Muiru**, a rappelé l'importance d'inclure les femmes dans les prises de décisions politiques. Selon elle, les femmes, tout particulièrement celles qui vivent dans des établissements humains informels, « prennent l'initiative et agissent en tant que planificateurs urbains sur le terrain depuis des décennies, construisant des toilettes et fournissant les services de base à leurs communautés. » Toutefois, elle a aussi souligné que « les femmes ont également besoin d'espaces

officiels dans lesquels elles peuvent collaborer avec les gouvernements locaux. » Les budgets participatifs et les processus de planification sont de puissants outils que les gouvernements locaux peuvent utiliser pour inclure les citoyennes dans l'élaboration et le développement des villes dans lesquelles elles vivent.

Le Maire de Móstoles et Président des relations internationales de la Fédération espagnole des municipalités et provinces (FEMP), **David Lucas Parrón**, a souligné **l'importance d'inclure les hommes dans ces questions d'égalité des genres**. Il a suggéré quatre objectifs pour développer une action politique : soutenir l'autonomisation politique des femmes, mettre en place un plaidoyer pour la participation politique des femmes à l'échelle locale et internationale, combattre la discrimination intersectorielle dont souffrent par exemple les femmes handicapées, et mettre un terme aux violences faites aux femmes.

UN AGENDA AVEC UNE APPROCHE AXÉE SUR LE GENRE POUR HABITAT III

QUEL EST LE LIEN ENTRE L'ODD5 ET LE NOUVEL AGENDA URBAIN ?

Le nouvel Agenda urbain, qui doit être adopté lors de la Conférence d'Habitat III sur le logement et le développement urbain durable en octobre 2016, est chargé de la création de mécanismes qui favorisent l'inclusion sociale et réduisent les inégalités, afin d'assurer le développement durable dans les villes du monde entier. Cet objectif ambitieux ne sera réalisé qu'en utilisant la perspective du genre, afin de s'assurer que les besoins particuliers des femmes dans les zones urbaines soient compris et pris en compte.

Les femmes et les filles ont une expérience de la ville différente de celles des hommes et des garçons. Même si les villes ont permis la libération des femmes par rapport aux femmes vivant en milieu rural, elles ont également été le théâtre de violences de genre et d'exploitation des femmes. Les femmes sont encore confrontées à la discrimination en termes d'accès à des opportunités d'emploi, d'éducation, de logement, de droits et de participation à la gouvernance locale.

L'égalité des sexes, l'égalité des chances, les conditions de vie en zone urbaine et le développement durable sont intrinsèquement liés.



Ces liens transcendent les dimensions sociales, économiques, environnementales et de gouvernance du développement durable. Les initiatives qui font participer activement les femmes au développement urbain ont démontré qu'elles stimulaient des moyens de subsistance durables et les économies nationales.

L'ODD5 et le nouvel Agenda urbain constituent une occasion sans précédent d'atteindre au cours des prochaines décennies des objectifs qui se renforcent mutuellement : l'autonomisation des femmes et le développement urbain durable.



« Faciliter la mobilité des femmes en incluant une perspective du genre dans la planification urbaine même. »

La Secrétaire Générale de CGLU Asie-Pacifique, **Bernadia Irawati Tjandradewi**, première femme secrétaire générale d'une Section régionale de CGLU, a insisté sur le fait que **les ambitions d'Habitat III ne pourront être réalisées qu'en y intégrant la perspective du genre, pour garantir que les besoins particuliers des femmes en zones urbaines soient compris et adressés.**

Le débat sur Habitat III a été lancé par l'adjointe au Maire de Taipei, **Li-Fang Chou**, qui a donné l'exemple de **la facilitation de la mobilité des femmes en incluant une perspective du genre dans la planification urbaine même.**

La Présidente de la Commission de CGLU sur la culture et ex-conseillère pour la culture auprès de la ville de Lille, France, **Catherine Cullen**, a soulevé la question de l'accès au patrimoine culturel dans les villes. Elle a précisé que bien trop souvent, les femmes n'ont pas accès

à la culture et que leur droit de participer pleinement à la construction intellectuelle et pratique de leur avenir devrait être garanti. Elle a appelé au soutien des femmes artistes, qui peuvent apporter plus de diversité, de visions critiques et de créativité pour notre avenir commun.

L'un des principaux partenaires de la société civile, qui accompagne CGLU pour porter la perspective du genre dans le processus d'Habitat III, est la Commission Huairou, qui rassemble des organisations de femmes. La directrice de la Fundación Guatemala, **Maite Rodríguez Blandón**, qui participe au processus d'Habitat III au nom de la Commission Huairou, a souligné l'importance du genre dans la gestion des risques de catastrophes en zones urbaines. Selon elle, il est important que **les femmes soient formées**



« Il est vital de prendre en compte les besoins des femmes agricultrices dans la mesure où la plupart sont des chefs de familles impliquées dans une agriculture de subsistance. »

à la réduction des risques de catastrophes

et qu'elles assument un rôle dans les budgets participatifs pour développer des politiques de genre transversales.

La Présidente du Réseau jamaïcain des femmes productrices rurales et Vice-présidente du Réseau caribéen des femmes rurales, **Mildred Crawford**, a abordé **le rôle de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture pour lutter contre le changement climatique**. Elle a lancé un appel pour que les infrastructures agricoles, telles que les marchés, soient adaptées aux besoins spécifiques des femmes, notamment en ce qui concerne l'assainissement et les transports. Elle a expliqué qu'il était vital de prendre en compte les besoins des femmes agricultrices dans la mesure où la plupart sont des chefs de familles impliquées dans une agriculture de subsistance. Elle a poursuivi en affirmant que

l'Agenda d'Habitat III devrait accorder plus d'importance au lien entre zones urbaines et rurales, et que ces contributions à l'Agenda devraient être portées par les femmes des zones rurales, qui représentent une part importante de la main d'œuvre agricole participant à l'alimentation des résidents urbains.

CGLU codirige actuellement l'**Unité politique 4 d'Habitat III sur la gouvernance urbaine**, le développement institutionnel et des capacités, conjointement avec LSE, et vise à assurer que la perspective du genre est incluse dans le processus général d'Habitat III.

L'AUTONOMISATION DES FEMMES, FONDEMENT DE SOCIÉTÉS RÉSILIENTES

Selon le C40, partenaire stratégique sur la question des changements climatiques, les femmes devraient jouer un rôle central dans les stratégies de résilience urbaine.

Les femmes et les filles doivent être parties prenantes d'un avenir plus résilient. Selon le rapport de 2009 du Fonds des Nations Unies pour la population, les femmes « comptent parmi les plus vulnérables aux changements climatiques, en partie parce qu'en de nombreux pays elles représentent la plus grande part de la main-d'œuvre agricole, en partie parce qu'elles ont généralement un moindre accès aux possibilités de gagner un revenu. »



« Les voix des femmes sur la ligne de front des changements climatiques doivent être entendues et prises en considération. »

PAM McCONNELL

Adjointe au Maire de Toronto



La Maire de Tevragh Zeina, **Fatimetou Abdel Malick**, a remis en cause la description habituelle des femmes comme « victimes » des catastrophes et du changement climatique. Elle a suggéré que, plutôt que vulnérables, les femmes représentent la plus grande force pour construire des villes résilientes. La Maire a réitéré l'importance de la participation politique féminine et a soulevé la question de la **féménisation de la pauvreté** en Afrique, où les femmes représentent jusqu'à 60% des plus pauvres. Elle a affirmé que la clé pour répondre à cette situation était de **garantir les services de base pour toutes et tous dans les villes africaines**.



La Maire de Banda Aceh et Présidente de la Commission permanente de CGLU ASPAC pour l'égalité des genres, **Illiza Sa'aduddin Djamal**, a fait part de son accord sur le rôle fondamental que jouent les services de base pour réaliser l'égalité des genres dans les villes. Elle a spécifiquement mentionné **l'accès à l'eau et à la gestion des déchets, et a appelé à « des espaces publics verts et sûrs** pour les femmes dans les villes. »





L'adjointe à la Maire de Paris, **Célia Blauel**, a souligné que **pour lutter contre le changement climatique, il faut regarder au-delà des questions environnementales et inclure les questions sociales**, telles que la fourniture en eau et assainissement, et le logement social.

« Pour lutter contre le changement climatique, il faut regarder au-delà des questions environnementales. »



La Secrétaire à l'énergie de la ville de Bogotá, **Susana Muhamad**, a abordé la question de la **mobilité et des villes sûres**. Elle a mentionné le mouvement citoyen pour des pistes cyclables à Bogotá, mouvement né de l'insécurité ressentie par les femmes dans les transports publics.



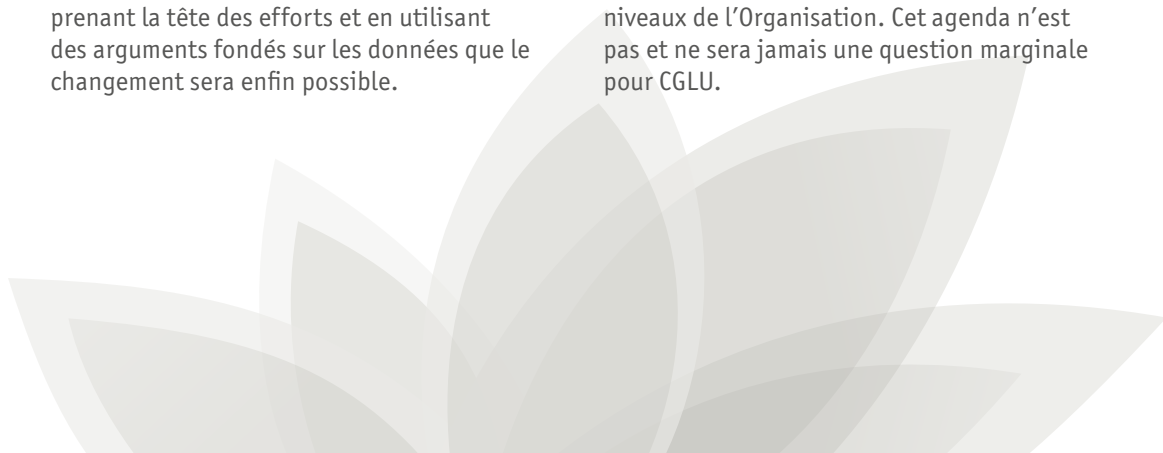


Secrétaire générale de CGLU, Josep Roig, connectez-vous Shannon Lawrence d' C40 Cities et Reta Jo Lewis le German Marshall Fund

La session sur les femmes élues pour le développement a été close par la Chercheuse résidente du German Marshall Fund, **Reta Jo Lewis**, et par le Secrétaire Général de CGLU, **Josep Roig**.

Lewis a appelé les participant-e-s à utiliser les réseaux sociaux pour diffuser le message sur l'égalité des genres et faire entendre leurs voix. Selon elle, c'est uniquement en prenant la tête des efforts et en utilisant des arguments fondés sur les données que le changement sera enfin possible.

Pour sa part, Josep Roig a lancé la réflexion sur le rôle actif que les femmes membres de CGLU, et notamment les maires de Banda Aceh, de Madrid, de Barcelone et de Madrid, ont joué lors du Conseil Mondial de CGLU et du Sommet des Elus locaux pour le climat lors des journées précédentes. Plus que jamais, CGLU est prête à montrer l'exemple pour l'autonomisation des femmes en garantissant la représentation des femmes aux plus hauts niveaux de l'Organisation. Cet agenda n'est pas et ne sera jamais une question marginale pour CGLU.



PRINCIPALES CONCLUSIONS



L'ÉGALITÉ et l'autonomisation des femmes doivent être au cœur des propositions politiques présentées par les gouvernements locaux et régionaux lors des processus internationaux.



LES FEMMES sont à la réalisation des ODD ce que les gouvernements locaux sont à la mise en œuvre pratique de l'agenda, des acteurs essentiels qui déclencheront des transformations en profondeur et qui encourageront l'appropriation du bas vers le haut.



ENCOURAGER la participation des femmes aux prises de décisions politiques à tous les échelons reste une question cruciale pour garantir des sociétés plus justes et plus résilientes.



DES POLITIQUES sensibles à la question du genre ne bénéficieront pas uniquement aux femmes mais débloqueront les potentiels de transformation à tous les niveaux, en changeant les perceptions, les schémas et les valeurs pour le bénéfice de sociétés plus humaines et plus équilibrées.



LA CRÉATION de réseaux de soutien aux femmes élues locales reste une priorité pour CGLU et ses partenaires, qu'ils soient nationaux, régionaux ou internationaux.



L'AGENDA de l'égalité n'est pas seulement un agenda pour les femmes. La participation active des hommes et l'éducation des jeunes garçons devront recevoir plus d'attention.



LE CHEMIN vers l'égalité ne peut pas mener à une impasse et CGLU devra montrer l'exemple lors des élections de 2016 !

AGENDA MONDIAL DE PARIS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LA VIE LOCALE

ADOPTÉ LORS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES FEMMES ÉLUES LOCALES
PARIS, LE 31 JANVIER, 2013



metropolis ●



MAIRIE DE PARIS 



Nous, femmes élues locales et hommes élus locaux, réuni(e)s à Paris les 31 janvier et 1er février 2013, conjointement avec des femmes et des hommes issu(e)s de toutes les sphères de la société, à l'initiative de la Ville de Paris et de la Commission Permanente de CGLU pour l'Égalité des Genres, et avec la contribution des Sections Régionales de CGLU et l'appui d'ONU-Femmes,

- 01 RAPPELANT** que dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, les femmes dans le monde entier continuent d'être sous-représentées au sein des instances décisionnaires ;
- 02 CONVAINCU(E)S** que la participation des femmes dans la prise de décisions locales renforce largement les assises démocratiques de la société et contribue au succès du développement ;
- 03 CONSIDÉRANT** que les problèmes et défis auxquels est confrontée l'humanité sont mondiaux mais doivent être abordés depuis l'échelle locale ;
- 04 SOULIGNANT** que l'autonomie locale démocratique joue un rôle essentiel pour garantir la justice sociale, économique et politique pour tous les citoyens de toutes les communautés du monde et que tous les membres de la société, femmes et hommes, doivent être inclus dans les processus de gouvernance ;
- 05 CONSCIENT(E)S** du fort potentiel de l'échelon local à promouvoir des solutions innovatrices et génératrices de changements et conscient(e)s du rôle vital de l'esprit innovateur des femmes dans la société ;
- 06 ENGAGÉ(E)S** à mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), les OMD et la Feuille de Route d'ONU-Femmes ;
- 07 NOUS APPUYANT** sur les connaissances accumulées par notre mouvement international et inspiré(e)s par la **Déclaration mondiale sur les femmes dans les gouvernements locaux** et les valeurs et principes reconnus dans la **Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale** ;
- 08 DÉCIDÉ(E)S** à contribuer à améliorer la condition des femmes et à promouvoir l'égalité des genres et la co-responsabilité dans le monde entier ;

*Lançons un **AGENDA MONDIAL des gouvernements locaux et régionaux pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale, qui constituera un outil stratégique pour développer le respect pour l'égalité entre femmes et hommes dans toutes les sphères de prise de décision avec une attention particulière portée aux sujets suivants :***

I. UNE PARTICIPATION ACCRUE DES FEMMES DANS LA PRISE DE DÉCISIONS LOCALES AFIN DE GARANTIR UNE REPRÉSENTATION PARITAIRE ET DE DÉFINIR AVEC SUCCÈS L'AGENDA DU DÉVELOPPEMENT POST-2015

Nous appelons :

- 01 A INTÉGRER** les femmes dans les prises de décisions locales en tant que cibles des OMD ;
- 02 LES PARTIS POLITIQUES** à intégrer les femmes dans toutes leurs instances de décision et à respecter l'égalité de genre et la parité dans tout processus nominatif ou électoral ;
- 03 LES FEMMES** ayant un pouvoir de décision au sein des partis politiques à mobiliser, encadrer et appuyer les autres femmes pour intégrer la sphère politique, faire face à leurs difficultés et promouvoir le leadership féminin ;

04 LES GOUVERNEMENTS à établir des mécanismes qui permettront d'atteindre une représentation paritaire ;

05 LES ASSOCIATIONS de gouvernements locaux à créer et renforcer des Commissions permanentes pour l'égalité ;

06 LES ASSOCIATIONS de gouvernements locaux à coopérer étroitement avec les ONG de femmes et le secteur privé pour se saisir des questions d'inégalité.

II. L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DOIT ÊTRE PLACÉE EN TÊTE DES PRIORITÉS DES POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES ET LA PRESTATION DE SERVICES DOIT ÊTRE ORIENTÉE VERS L'AMÉLIORATION ET LE RENFORCEMENT DE LA CONDITION DES FEMMES

Nous appelons :

01 A UNE REFONTE des textes juridiques qui portent atteinte à la condition de la femme et à une mise en œuvre effective des lois ;

02 LES FEMMES à s'impliquer dans le développement, la gestion et le suivi des services publics. Leurs besoins doivent être clairement exprimés et pris en compte dans toutes les étapes de la planification et de la budgétisation ;

03 LES SERVICES PUBLICS à éviter de perpétuer les stéréotypes liés aux genres ;

04 LES GOUVERNEMENTS LOCAUX à augmenter leurs efforts pour développer l'emploi des femmes et offrir les formations adéquates ;

05 LES GOUVERNEMENTS LOCAUX à jouer un rôle important dans la fourniture de services de proximité, professionnels et sûrs pour les enfants, les personnes âgées et les personnes à besoins spécifiques. Ils contribueraient ainsi à atténuer les lourdes tâches qui reposent le plus souvent sur les femmes et qui les empêchent de pleinement assumer leur rôle au sein de la société ;

06 A DÉVELOPPER des mécanismes financiers innovants pour encourager l'autonomisation des femmes et leur participation active à la vie économique ;

07 A INTÉGRER la perspective du genre dans la définition et la mise en œuvre des politiques locales et régionales.

III. UN MONDE SÛR, EN PARTICULIER POUR LES FEMMES QUI SONT GÉNÉRALEMENT LES PLUS VULNÉRABLES À TOUS TYPES DE VIOLENCE

Nous appelons :

01 LES PARLEMENTS à légiférer sur la violence et le harcèlement à l'égard des femmes ;

02 LES GOUVERNEMENTS CENTRAUX, RÉGIONAUX ET LOCAUX à développer des programmes et à mettre en place des moyens pour protéger les femmes des violences ;

03 LES POLITIQUES PUBLIQUES locales à assurer la sécurité de la mobilité et de l'accès aux territoires ;

04 A METTRE EN PLACE des campagnes publiques pour éduquer les jeunes filles et garçons à l'importance de se garder de toute violence ou abus physique, psychologique et sexuel ;

05 LES GOUVERNEMENTS CENTRAUX, RÉGIONAUX ET LOCAUX à fournir une formation spéciale au personnel concerné par la question de la violence de genre, en particulier les forces de police, contribuant à éradiquer les attitudes et comportements stéréotypés ;

06 A LA PRISE EN COMPTE de la situation des femmes dans les pays en situation de conflit et de post-conflit ;

07 LES MÉDIAS à s'impliquer, de manière responsable, dans la lutte contre la violence et le harcèlement à l'égard des femmes.



**Cités et Gouvernements
Locaux Unis**

Carrer Avinyó, 15
08002 Barcelona - Espagne
Tel. +34 933 428 750
Fax +34 933 428 760
info@uclg.org

www.uclg.org



Commission Permanente
sur l'Egalité des Genres

women.uclg.org
[@uclg_women](https://twitter.com/uclg_women)

Afrique

Asie-Pacifique

Eurasie

Europe

Amérique Latine

Moyen Orient-
Asie de l'Ouest

Amérique du Nord

Section Métropolitaine

Forum des Régions



metropolis •



Avec le soutien de:

